

Monsieur le Président,

Vous venez de remettre à sœur Véronique Margron, Présidente de la Conférence des Religieux et Religieuses de France et à moi-même, votre rapport après 30 mois de travail. À travers nous, vous le remettez aux supérieures et supérieurs majeurs et aux évêques de France. Votre rapport est rude, il est sévère. L'ampleur du phénomène des violences et agressions sexuelles dans la société et dans l'Église que vous décrivez est effarante.

À travers la prise de parole de M. Devaux et à travers votre compte-rendu M. le président, déjà, nous avons entendu la voix de personnes victimes.

Nous avons entendu leur nombre.

Leur voix nous bouleverse, leur nombre nous accable. Il dépasse ce que nous pouvions supposer.

Que tant de vies d'enfants et de jeunes aient pu être abîmées sans que presque rien en ait été repéré, dénoncé, accompagné, soigné, est proprement insupportable.

Nous mesurons aujourd'hui encore la force intérieure et le courage qu'il a fallu et qu'il faut à celles et ceux qui dénoncent les violences et agressions qu'ils ont subies.

Nous réalisons le nombre de ceux et de celles qui n'ont pu parler et qui ne peuvent ou ne souhaitent pas le faire.

Aux personnes qui ont été victimes de tels actes de la part de prêtres, de religieux, de religieuses ou d'autres personnes dans l'Église,

J'exprime ma honte, mon effroi, ma détermination à agir avec elles pour que le refus de voir, le refus d'entendre, la volonté de cacher ou de masquer les faits, la réticence à les dénoncer publiquement disparaissent des attitudes des autorités ecclésiales, des prêtres et des acteurs pastoraux, de tous les fidèles. Croyez que je suis le porte-parole des évêques.

Mesdames et Messieurs, personnes victimes qui vous tenez là au milieu de nous ce matin, vous, dont je connais le nom et le prénom de quelques-unes et de quelques-uns, vous avec qui j'ai travaillé et d'autres évêques avec moi au long de ces dernières années, mon désir en ce jour, est de vous demander pardon. Pardon à chacune et à chacun. Mais je sais qu'à travers vous, ce sont des milliers d'autres qu'il me faut évoquer, certaines ou certains empêchés à jamais de parler.

Nous, évêques, voulons assurer ceux et celles qui parleront un jour, quel qu'il soit, qu'ils seront entendus, écoutés, pris au sérieux et que leur parole ne restera pas sans effet. L'écart entre nos constats de ces dernières années, à travers les récits entendus ou lus, et les chiffres établis désormais par la CIASE nous persuade que le travail de purification nécessaire doit être poursuivi sans relâche.

La CIASE a accompli un travail formidable. Nous savons qu'il fut éprouvant tant la réalité à mettre au jour dépassait en horreur et en tristesse ce qui pouvait être attendu. Nous remercions la Commission dans son ensemble d'avoir mené à bien une telle tâche et chacun de ses membres qui a fait bénéficier la Commission de sa disponibilité et de sa compétence.

L'Église catholique en France leur doit à tous et à chacune et chacun beaucoup.

Nous remercions aussi les chercheurs de l'École pratique des hautes études et de l'Inserm, les sondeurs et les analystes de l'Ifop qui ont aidé la CIASE dans les parties plus techniques de son travail. Nous mesurons combien toutes celles et tous ceux qui ont contribué à ce rapport portent en eux profondément l'impact des faits qu'ils ont dû constater.

Le rapport de la CIASE, au-delà de la description chiffrée du phénomène, doit être lu avec attention. Nous, les évêques, allons y consacrer du temps en vue de notre assemblée plénière au début du mois de novembre et très au-delà, bien sûr. Nous étudierons les analyses proposées et les préconisations faites, l'évaluation donnée des mesures que déjà nous avons prises.

Ce que nous avons décidé en mars dernier est déjà en partie mis en place : transformation de la cellule permanente en un Conseil pour la prévention et la lutte contre la pédophilie, engagement à la construction d'un lieu mémoriel, poursuite de l'écoute des personnes victimes à l'échelle des diocèses et des congrégations mais aussi à l'échelle nationale, mise en place d'un service de prévention et de lutte contre la pédophilie, avec un service d'écoute national et la création d'un tribunal pénal canonique national, un travail continué avec les personnes victimes et avec des experts en tous domaines.

Nous avons décidé de revoir notre manière de comprendre et de présenter le ministère sacerdotal, celui des évêques et celui des prêtres ; le rapport de la CIASE nous appelle à plus de lucidité encore. Le temps de la naïveté et des ambiguïtés est dépassé.

Avec les catholiques de France et tous les Français, nous découvrons l'effrayant tableau qui est mis ce matin sous nos yeux. L'intrusion d'un adulte dans le développement affectif et sexuel d'un enfant ou d'un jeune est toujours une violence qui produit un traumatisme que ce jeune en grandissant ne pourra surmonter qu'au prix de grandes et terribles dépenses psychiques et spirituelles. Lorsque l'adulte en question est un membre de la famille, un père ou un oncle estimé, le traumatisme est plus grand encore. Il est augmenté dans des proportions exponentielles lorsque l'auteur est un prêtre ou un religieux.

De ces faits, nous avons une vive conscience.

Nous invitons les catholiques à lire ce rapport, à le lire avec nous. Nous avons invité aujourd'hui des personnes représentatives des institutions de notre pays. Le résultat du travail de la CIASE intéresse toute la société. Il met gravement en cause l'Église catholique ; il apporte aussi des éléments de travail et de réflexion pour toutes les composantes de notre vie sociale.

Je voudrais, au nom des évêques, dire aux prêtres, aux religieux et religieuses, combien nous comptons sur eux et sur elles pour recevoir ce rapport et y puiser avec courage et force de quoi s'engager avec plus de justesse encore. Dans leur immense majorité, ils sont de bons serviteurs. Ils ont donné et donnent leur vie pour servir celles et ceux à qui ils sont envoyés par le Christ Jésus. Ils mettent tout leur être à la disposition du Seigneur pour que celui-ci apporte sa grâce à ceux et celles qui l'acceptent. Notre engagement à tous dans le célibat est un choix d'amour, de délicatesse, de respect, d'humilité. Que certains parmi nous aient pu ou puissent détourner leur ministère au service de leurs pulsions nous accable, nous déchire le cœur. Cela nous oblige aussi à nous examiner chacun plus que jamais pour vérifier les moindres de nos comportements. Nous avons décidé en avril dernier d'évaluer à nouveaux frais nos relations d'autorité. Dans l'immense recomposition pastorale que nos diocèses et nos congrégations religieuses vivent, nous recevons l'amère lumière du rapport de la CIASE comme une exigence de Dieu.

L'ampleur du phénomène des violences et agressions sexuelles mise au jour aujourd'hui par la Commission que les évêques de France et les supérieurs religieux ont voulu révéler que toutes les relations structurantes de l'humanité peuvent être déviées et se transformer en relations de prédation et qu'elles le sont, il faut le constater, dans une proportion qui ne peut pas être tenue pour négligeable. La paternité, la maternité, l'engendrement, la relation éducative peuvent toujours être dévoyées, tant peut être grande la force qui pousse un être humain à dominer, à détruire, à assouvir

ses désirs, tant est complexe et parfois compliqué le chemin qui permet de devenir des hommes et des femmes de paix et de justice.

Nous implorons de Dieu sa grâce, c'est-à-dire sa consolation et sa force, pour que nous puissions laisser la lumière pénétrer les zones les plus obscures. Que jamais nous ne renoncions à la clarté. Que jamais nous ne nous résignions à l'ambiguïté. Nous travaillerons, en lien avec l'Église universelle, notre théologie du sacerdoce baptismal et du sacerdoce apostolique. Nous voulons encore et toujours servir le Christ en son sacrifice : il a donné sa vie pour ouvrir l'espérance que le mal et la violence ne l'emporteront pas au terme de l'histoire et que les petits et les oubliés de l'histoire seront les premiers dans la lumière.

*Mgr Éric de Moulins-Beaufort,  
Archevêque de Reims,  
Président de la Conférence des évêques de France.*